

L'Aigle Infos

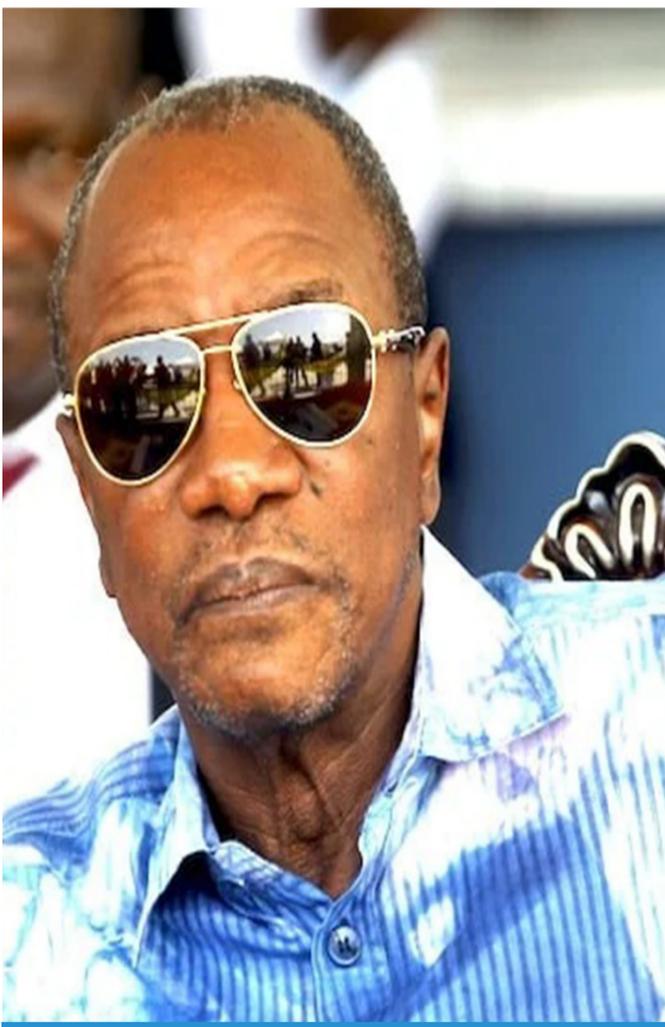
L'information qu'il vous faut!



HEBDOMADAIRE INDEPENDANT D'INFORMATIONS GENERALES N° 367 DU JEUDI 13 FEVRIER 2025 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA: 500

Disparition d'El hadj Boubacar Biro Diallo

Alpha Condé lui rend un vibrant hommage



P.3

Edito à vue d'Aigle

Un appel des FVG tombé dans oreilles de sourds

Après le 31 décembre 2024, les Forces vives de Guinée (FVG) ont laissé entendre qu'elles ne vont pas baisser les bras face à ce qu'elles considèrent comme une tentative de confiscation du pouvoir par le général d'armée Mamadi Doumbouya et ses compagnons du CNRD contre la majorité des Guinéens. Dans une déclaration rendue publique le 15 janvier 2025, elles ont ainsi invité les représentants de toutes les entités membres des Forces Vives à se retirer immédiatement de toutes les institutions de la Transition. « Considérant la décision des Forces Vives de Guinée de ne plus reconnaître, à compter du 31 décembre 2024, la légitimité de la junte militaire actuellement au pouvoir ; considérant la décision des Forces Vives...

Maladies tropicales négligées

P.2



Le coordinateur national prévient sur l'élimination de la Trypanosomiose Humaine Africaine en Guinée. (Entretien)

Guinée

P.4



Le PDG-RDA célèbre l'arrivée de Mohamed Touré en après 7 ans de prison aux Etats-Unis. (Entretien)

Lancement de "Guinée Gouv"

P.3



Ousmane Gaoual Diallo en donne les raisons

Politique

P.5

Faya Millimouno exhorte Bah Oury à demander pardon à Dadis

Guinée

P.8

Echange d'amabilités entre deux anciens ministres, Tibou Kamara et Guillaume Hawing

Décès d'El Hadj Biro Diallo, ex-PAN

L'hommage de Tibou Kamara

P.6

Édito à vue d'aigle



Un appel des FVG tombé dans oreilles de sourds

Après le 31 décembre 2024, les Forces vives de Guinée (FVG) ont laissé entendre qu'elles ne vont pas baisser les bras face à ce qu'elles considèrent comme une tentative de confiscation du pouvoir par le général d'armée Mamadi Doumbouya et ses compagnons du CNRD contre la majorité des Guinéens. Dans une déclaration rendue publique le 15 janvier 2025, elles ont ainsi invité les représentants de toutes les entités membres des Forces Vives à se retirer immédiatement de toutes les institutions de la Transition.

« Considérant la décision des Forces Vives de Guinée de ne plus reconnaître, à compter du 31 décembre 2024, la légitimité de la junte militaire actuellement au pouvoir ; considérant la décision des Forces Vives de Guinée d'exiger le départ du CNRD et la mise en place d'une transition dirigée par un gouvernement civil ; consi-

dérant l'impérieuse nécessité d'assurer la cohérence et la crédibilité de ses décisions ; les Forces Vives de Guinée invitent les représentants de toutes les entités membres des Forces Vives à se retirer immédiatement de toutes les institutions de la Transition », ont écrit les FVG. Mais force est de constater que cet appel est tombé dans des oreilles de sourds. Pour le moment, les représentants du RPG, UFDG, UFR n'ont pas quitté le CNT, pour des raisons qui leur sont propres.

A rappeler que l'accord dynamique signé entre les autorités de Conakry et la CEDEAO prévoyait la fin de la transition CNRD le 31 décembre 2024. Un accord qui n'a finalement pas été respecté, à la grosse déception de cette entité sociopolitique à laquelle appartiennent les trois poids lourds de la scène politique guinéenne, à savoir le RPG Arc-en-ciel d'Alpha Condé, l'UFDG de Cellou Dalein Diallo et l'UFR de Sidya Touré. Le 6 janvier dernier, l'appel à manifester de ces Forces vives de Guinée dans le grand Conakry n'aura pas été largement suivi. Et comme beaucoup le craignaient, l'on a une nouvelle fois déploré des cas de morts en marge de la manifestation. Une semaine plus tard, Me Mohamed Traoré, ancien bâtonnier a annoncé son retrait du CNT pour se consacrer, dit-il, à ses activités professionnelles. Pour leur part, le CNRD et son gouvernement semblent se satisfaire du déroulement du chronogramme de la transition. Ce qui n'est pas le cas pour les organisations de la société civile et certains partis politiques cités plus haut qui ne ratent aucune occasion pour fustiger la conduite de la transition, la fermeture des médias, l'arrestation d'acteurs sociopolitiques, la disparition forcée d'activistes très critiques à l'égard du CNRD.



Autorisation N°299/PR/TPI/K/2018 -
Siège : Quartier Bambeto, Secteur: Taranya, Commune de Ratoma, sur la route Le Prince à côté de la Mosquée Diakitéya - BP : 6184 Conakry - République de Guinée
E-mail : laigleinfosgn@gmail.com
Tél: (+224) 621 93 53 88
Fondateur & Administrateur Général Mamadou Aliou (Kéfina Diakité & Kaba Kankoula) Diakité
Tél. +224 621 93 53 88 / 622 04 62 21 / 664 63 09 53
Directeur de Publication: Amadou Sadjou Diallo
Rédacteur en Chef: Sékou Condé
Secrétaire Général de la Rédaction: Samuel M'Bemba
Comité de Rédaction: Samuel M'Bemba, Mamadou Aliou (Kéfina Diakité) Diakité, Sékou Condé, Mamadou Oury Bah, Amadou Sadjou Diallo
Stagiaire: Mamadou Oury Bah
Service Commercial, Marketing, Abonnement, Annonces et Pub: Oumar Kabirou Kaba 654 75 56 50
Imprimeur: Alseny Camara 628066445
Imprimerie: Imprimerie Lanyi
Distribution: L'Aigle Infos/Maison du Livre
Mise en page: CMP-GAMS 629106363
Édité par : Kéfina Sarlu (Société de Régie, d'édition et de Communication)

INTERVIEW

Maladies tropicales négligées
 Le coordinateur national prévient sur l'élimination de la Trypanosomiase Humaine Africaine en Guinée

Le 30 janvier dernier, à l'occasion de la Journée mondiale des Maladies Tropicales Négligées, les autorités sanitaires ont officiellement déclaré l'élimination de la Trypanosomiase Humaine Africaine en Guinée. Cette étape est le résultat d'une longue lutte menée durant des décennies. Cependant, cela ne signifie pas que la maladie est éradiquée dans le pays. C'est pourquoi, dans un entretien accordé à votre hebdomadaire mardi, 11 février 2025, le coordinateur national des Maladies Tropicales Négligées, le Professeur Mamadou Camara a mis en garde contre toute baisse de garde pour maintenir ce résultat dans les cinq prochaines années.



L'Aigleinfos : Quel commentaire faites-vous de l'élimination de la Trypanosomiase Humaine Africaine en Guinée ?

Pr Mamadou Camara : Selon la norme de l'OMS, pour éliminer cette maladie, il faut moins d'un cas sur dix mille personnes visitées. Donc de 2019 à 2024, la Guinée a répondu à cette norme. On a pu dépêcher le maximum d'agents pour traiter le maximum de cas, s'intéresser à la lutte anti vectorielle pour diminuer le contact. C'est un sentiment de joie parce que atteindre ce sentiment de réussite, ça veut dire que cette maladie ne représente plus un problème de santé pour nous.

L'Aigleinfos : Faisons une rétrospective en nous disant quelle est l'année à laquelle ou les années auxquelles cette maladie a constitué un véritable problème de santé en Guinée ?

Pr Mamadou Camara : La trypanosomiase est une vieille maladie. Les vieilles personnes savent de quoi il s'agit puisqu'à cause de sa terreur, on a installé un centre de trypano dans tous les districts de notre pays pour la prise en charge de ses victimes. Cette maladie a fait beaucoup de ravages ici. C'est une maladie qui est inféodée aux cours d'eau en présence du vecteur qu'on appelle la glaucine. C'est pourquoi la plupart de ses victimes c'étaient dans les zones rurales.

L'Aigleinfos : Quelles sont les statistiques dont vous disposez pour les dix dernières années ?

Pr Mamadou Camara : Il faut remonter aux années antérieures comme par exemple les années 1930, 1960, il y avait plus de trois cas qu'on pouvait compter. C'est 1970 que ça a commencé à diminuer avec quelques rares cas qui étaient observés. Et la communauté internationale avait pensé que cette maladie est terminée mais c'était mal connaître. Pendant les années 1980 1990, il y a eu la réémergence de cette maladie dans les beaucoup de foyers en Afrique et la Guinée n'était pas en marge.

L'Aigleinfos : Comment se manifestent les signes de la Trypanosomiase Humaine Africaine ?

Pr Mamadou Camara : Très souvent, on remarque des ganglions au niveau du cou, la somnolence exagérée c'est pourquoi on l'appelle maladie du sommeil, il y a aussi la fièvre qui peut apparaître chez les victimes. C'est une maladie qui persiste pendant des années avant de tomber dans la deuxième chronique. Il y a d'autres même qui vont vers la folie, le coma et la mort. Tous les malades que nous avons traités presque dans les années 90, ils étaient ligotés quand on les amenait.

L'Aigleinfos : A travers déjà cette déclaration de l'élimination, on peut dire aujourd'hui que la Guinée ne risque rien ?

Pr Mamadou Camara : On a quand même le potentiel. Nous avons les hommes formés, des outils adéquats pour nous permettre de l'éliminer complètement et de valider. La Guinée fait partie des pays qui ont développé un complexe arsenal pour lutter contre cette maladie. Nous avons développé le seul programme d'ailleurs à aller chercher les malades, les dépister, les traiter et faire des activités de recherche pour mieux comprendre l'épidémiologie de la maladie. On pourrait partir demain mais il faut rassurer la relève pour mieux continuer la lutte parce qu'après cette maladie, les hommes peuvent être utilisés pour lutter contre d'autres maladies comme la lèpre.

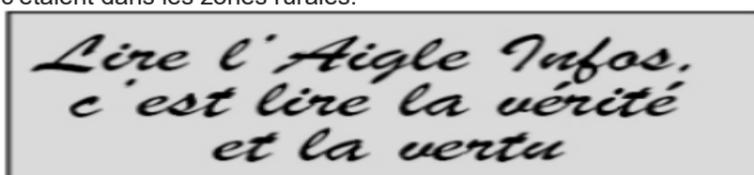
L'Aigleinfos : Merci à vous Professeur Mamadou Camara, coordinateur national des Maladies Tropicales Négligées !

Pr Mamadou Camara : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D



Kéfina Diakité



Disparition de Elhadj Boubacar Biro Diallo Alpha Condé lui rend un vibrant hommage

Comme beaucoup d'autres acteurs sociopolitiques, l'ancien président de la République, le professeur Alpha Condé, a tenu à rendre hommage à Elhadj Boubacar Biro Diallo, compagnon de l'indépendance et ancien président de l'Assemblée nationale, décédé le samedi 8 février 2025, à Mamou, à l'âge de 103 ans.



« Chères concitoyennes, chers concitoyens, C'est avec une profonde tristesse et une immense gratitude que nous rendons hommage à El Hadj Boubacar Biro Diallo, ancien président de l'Assemblée nationale, éducateur, compagnon de l'indépendance et infatigable serviteur de la nation guinéenne. Du haut de ses 103 ans, il a consacré sa vie à la défense des valeurs de justice, de solidarité et de démocratie. Homme de principes et de combats, il s'est toujours tenu aux côtés des plus faibles, des oubliés et des démunis, qu'il a soutenus avec une générosité sans limite, portant leur voix avec courage et leur détermination. Son engagement pour l'avènement de la démocratie en Guinée fut sans faille, souvent au prix de sacrifices personnels, mais toujours animé par sa foi en un avenir meilleur pour notre pays. Éducateur dans l'âme, il a formé et inspiré des générations entières. Parmi ses élèves, nombreux sont ceux qui sont devenus de hauts commis de l'État, portant avec eux les valeurs qu'il leur avait

transmises : intégrité, sens du devoir et respect du bien commun. Son héritage perdure dans chaque esprit éveillé, chaque cœur touché et chaque cause juste qu'il a défendue. Son combat pour la démocratie, la justice et la cohésion nationale restera gravé dans nos mémoires. Pour ma part, je garde le souvenir d'un homme profondément humain et engagé. J'éprouve encore une vive émotion en repensant à toutes ces visites qu'il me faisait en prison, alors qu'il était déjà l'une des personnalités les plus influentes du pays. Oui, lorsque j'étais en prison, privé de liberté et d'espoir, il venait me rendre visite avec Bâ Mamadou. Je trouvais en lui un soutien inestimable. Il ne s'est pas contenté de me témoigner sa solidarité : avec le support de l'honorable Mélégué Traoré, président de l'Assemblée nationale d'alors du Burkina Faso, ils avaient mobilisé, avec une détermination remarquable, tous les présidents des Assemblées nationales de la CEDEAO pour plaider ma libération. Je me souviens aussi de ces conversations, en dehors du cadre officiel, durant lesquelles il exprimait son

amour profond pour notre Guinée natale et partageait sa vision d'une nation démocratique. Je n'oublierai jamais non plus un échange survenu lorsque nous servions tous les deux à l'Assemblée nationale, au cours duquel il m'avait dit : « Alpha, on t'a mis un masque sur le visage ; lorsqu'il va tomber, les gens seront surpris. » Ces mots, empreints de sagesse, continuent de m'inspirer chaque jour. Aujourd'hui, nous lui rendons un hommage mérité pour tout ce qu'il a accompli pour notre nation et pour chacun d'entre nous. Son départ nous attriste, mais son héritage nous oblige à poursuivre le combat pour la justice, la solidarité et la démocratie. En ces moments douloureux, j'ai une pensée pieuse pour sa famille biologique, à laquelle j'adresse mes condoléances les plus attristées, ainsi qu'au peuple de Guinée, qui vient de perdre l'un de ses meilleurs fils. Que son âme repose en paix dans le Firdaws éternel. Amina. », a réagi Alpha Condé sur sa page Facebook.

Kèfina Diakité

Lancement de "Guinée Gouv" Ousmane Gaoual Diallo en donne les raisons

Le mardi 11 février 2025, Ousmane Gaoual Diallo, le ministre porte-parole du gouvernement, a annoncé le lancement de Guinée Gouv, un service d'information officiel, avec pour slogan "Informer, expliquer, connecter". C'est pour, dit-on, offrir aux citoyens une source fiable et transparente sur les actions de l'État, tout en luttant contre la désinformation.



« C'est un jour important car après plusieurs mois de travail, nous avons l'honneur de vous annoncer le lancement de Guinée-Gouv. Il s'agit d'un service d'information du gouvernement qui est lancé sous l'autorité du porte-parole. Mais au-delà d'une simple entité du porte-parolat, il s'agit de la marque de communication gouvernementale. Et Guinée-Gouv est en réalité bien plus qu'un service, bien plus qu'une entité du porte-parole, c'est une marque, une signature institutionnelle qui incarne la volonté du gouvernement de communiquer de manière claire, accessible et transparente. Son objectif est simple, rapprocher l'État de ses citoyens en fournissant une information officielle, fiable et compréhensible par tous. Toutes les initiatives de Guinée-Gouv permettront d'informer, d'expliquer et de connecter les citoyens au gouvernement en leur donnant un accès direct aux actions et aux décisions prises par notre pays, mais aussi la possibilité de poser des questions et de réagir avec les institutions. Comme vous le savez, la Guinée est en pleine transformation. Chaque réforme, chaque initiative que nous menons nous rapproche de l'idéal d'un État moderne, efficace et accessible. Guinée-Gouv est une pierre maîtresse de cette construction. Il s'agit d'un dispositif conçu pour ancrer la transparence au cœur de la

gouvernance et renforcer le lien entre l'État et ses citoyens. C'est un engagement fort, c'est désormais une promesse tenue. Nous avons pensé Guinée-Gouv comme une réponse claire et efficace à une exigence légitime de nos citoyens, de nos concitoyens, l'accès à une information fiable, instantanée et vérifiée sur l'action publique. L'information gouvernementale a parfois été mal interprétée et souvent parasitée par la désinformation. Aujourd'hui, chaque Guinéen doit pouvoir être tenu au courant de l'actualité gouvernementale sans filtre, sans interférence. », a déclaré Ousmane Gaoual Diallo dans son discours de lancement de Guinée Gouv. Et s'adressant aux journalistes, il dira ceci : « Guinée Gouv n'a évidemment pas l'intention de remplacer les médias. Son rôle est de rendre disponibles et accessibles les informations publiques afin que les journalistes puissent les analyser, les questionner. Nous travaillons donc en complémentarité avec vous et nous encourageons la diversité des points de vue sur nos actions. Nous avons puisé dans les meilleures pratiques internationales pour bâtir un modèle de communication moderne, dynamique et interactif. En 2025, informer ne suffit plus. Il faut expliquer, échanger, dialoguer »

Kaba Kankoula

CRIEF Le coaccusé de Dr Ibrahima Kourouma comparait pour la première fois dans l'affaire de plus de 600 milliards et 12 millions US

Les débats dans le procès d'enrichissement illicite, détournement de capitaux s'est poursuivi le lundi, 10 février 2025, à la Cour de Répression des Infractions Économiques et Financières (CRIEF). Cette présente audience a été consacrée uniquement sur la comparution de Mohamed V Sankhon, l'ancien Directeur des Affaires Financières du Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation dans l'affaire de plus 600 milliards et 12 millions de dollars concernant l'exécution des budgets alloués à ce département entre 2011 et 2021.



Comme son coaccusé, Mohamed V Sankhon a rejeté les charges à son encontre. L'ancien Directeur des Affaires Financières du Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation a déclaré à la barre : « j'ai été nommé courant 2020 comme DAF au MEPU-A et j'ai été remplacé après le coup d'État du 05 septembre 2021 ». Alors que son coaccusé lui, a quitté ledit département en 2017 après y avoir occupé le poste de ministre depuis 2011. « On dirait que l'objectif c'est de ternir notre image. Partout où tu passes, dans les médias et autres tu entends dire tel a volé des milliards », s'est insurgé le prévenu à la barre. Les avocats de la défense de Dr Ibrahima Kourouma et Mohamed V Sankhon, ont par ailleurs dénoncé un manque de professionnalisme dans

le rapport qui renvoie leurs clients devant cette juridiction. « Ce fameux rapport est tout le manque de sérieux qui caractérise cette procédure-là. M. Sankhon a travaillé au MEPU-A sous le ministre Dr Bano mi-2020-2021 et M. Kourouma a travaillé dans le même département de 2011 à 2017. Vous voyez tout cet écart-là ? Ce sont des montants qui ne sont fondés sur aucune pièce sérieuse. C'est un rapport farfelu, truffé de contrevérité et dénote déjà que les deux n'ont pas travaillé ensemble. Donc, c'est le premier discredit qu'il faut jeter sur ce rapport-là » a fustigé Me Alamy Samory Traoré, l'un des conseils de l'ancien ministre. Il estime que les inspecteurs de l'État ont confondu ces personnes et leurs périodes dans un dossier pour lequel son client a déjà passé plus de 34 mois en détention préventive. « Je rappelle que quand M. Kourouma est venu ici, il ne connaissait pas son coaccusé, M. Sankhon, c'est dans la salle d'audience qu'il l'a connu », a-t-il déclaré. Avant de s'interroger sur l'absence du Professeur Bano Barry dans ce dossier : « Et pourquoi Sankhon est là alors qu'il a travaillé avec Bano alors que Bano n'est pas là », s'est interrogé l'avocat.

Le tribunal a alors ordonné la comparution des agents inspecteurs de l'État en charge de ce rapport sur la demande des prévenus et leurs avocats.

Par contre, ils se sont opposés à l'identification des biens immobiliers des familles de leurs clients malgré la décision de cour. « On s'en tient aux faits pour lesquels ils sont poursuivis. Mais la décision du juge qui tient à faire une identification des biens, ne pourrait rien apporter aux débats, on est pas là pour ça », a dénoncé Me Mohamed BouNnou Sylla, avocat de M. Sankhon. La partie civile a salué de son côté, la décision estimant qu'elle permettra de lever tous les soupçons puisqu'elle considère que ces prévenus ne veulent pas être sincères avec eux-mêmes. « L'agent judiciaire a des doutes forts que tous les biens immatriculés à ces deux personnes ou du moins à leurs proches, n'ont pas été dévoilés à la barre », a soutenu Me Pépé Antoine Lama. L'ancien Ministre de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation, Dr Kourouma, est donc retourné en prison. Quant à son coaccusé, Mohamed V Sankhon, il comparait libre. Il est d'ailleurs l'actuel DAF du ministère des Transports. L'audience a été renvoyée au 27 mars 2025 pour la comparution des agents enquêteurs de l'État et l'identification des biens de ces coaccusés ainsi que ceux de leurs femmes et enfants.

Samuel Demba. D

INTERVIEW

Guinée

Le PDG-RDA célèbre l'arrivée de Mohamed Touré en après 7 ans de prison aux Etats-Unis.

Mohamed Touré, fils de feu Ahmed Sékou Touré, premier président de la Guinée, a regagné Conakry dans la nuit du samedi, 08 février 2025. Il a été réceptionné par les autorités de la transition puis accompagné aux Cases de la Bellevue où habite Hadja Andrée Touré, sa mère. Sur une chaise roulante, il a remercié les autorités qui, selon lui, ont exercé un forcing politique pour obtenir sa libération.

Le secrétaire général par intérim du PDG RDA, Oyé Béavogui, dans un entretien, nous a livré les dessous de cette libération.



L'Aigleinfos : L'arrivée au pays du Secrétaire général du PDG RDA, est-ce que cela voudrait dire que c'est fini, les procédures judiciaires ?

Oyé Béavogui : Oui, c'est bientôt fini en attendant que le secrétaire général du PDG-RDA, Mohamed Touré, reprenne ses fonctions au sein du parti.

L'Aigleinfos : Donc, il n'y aura pas de forcing contrairement à d'autres partis politiques ?

Oyé Béavogui : Absolument pas.

Je réitère que j'avais une mission en relançant la ligne politique du PDG jusqu'à son retour. Et du moment qu'il est venu, on va lui donner le maximum de temps pour pouvoir se familiariser et par la suite il va naturellement reprendre ses activités politiques, et cela mettra fin à ma fonction de secrétaire général par intérim.

L'Aigleinfos : La libération de Mohamed Touré qui est donc définitive puisqu'il est déjà au pays, dites-nous comment tout cela s'est passé ?

Oyé Béavogui : Il faut dire gloire à Dieu et remercier le Chef de l'Etat, les autorités guinéennes, le ministre des Affaires étrangères. Il vous souviendra que le camarade Mohamed Touré a fait objet de condamnation en 2019 pour sept ans. Naturellement les autorités guinéennes se sont impliquées comme l'a dit lui-même, le principal concerné sur le plan diplomatique et politique.

L'Aigleinfos : Il est arrivé dans une chaise roulante. Est-ce que physiquement et mentalement il est prêt à reprendre le flambeau ?

Oyé Béavogui : Il n'y a pas de soucis par rapport à sa santé morale et comme vous l'avez constaté c'est quelqu'un qui est égal à lui-même, il ne s'est pas laissé abattre. Et, comprenez que passer sept à huit ans en prison, ce ne sont pas deux jours ni sept mois mais ce n'est pas une paralysie parce qu'il a intégralement l'usage de ses jambes. Seulement il ne doit pas faire beaucoup d'efforts physiques puisqu'il est encore en convalescence.

L'Aigleinfos : Qu'est-ce qui est

prévu les jours à venir pour marquer le retour du Secrétaire Général au pays ?

Oyé Béavogui : Pour le moment, le Camarade parle social, il ne parle pas politique. Et quand tout sera OK, ça fera l'objet d'un communiqué sous son leadership. Je dois dire que je suis en période transitoire et il est désormais difficile pour moi de pouvoir prendre certaines grandes décisions du moins qu'il est sur le territoire guinéen.

L'Aigleinfos : On change de sujet. Récemment, un communiqué de l'Union sacrée des forces vives de Guinée appelle au dialogue. Qu'en est-il ?

Oyé Béavogui : Telle est notre position. D'ailleurs le 27 janvier dernier, nous avons projeté un dialogue national pour permettre au CNRD et acteurs sociopolitiques de se retrouver afin de pouvoir trouver un terrain d'entente sur la prorogation du délai de la transition qui devrait prendre fin le 31 décembre 2024. Mais qu'à cela ne tienne, nous avons été heureux d'apprendre dans le discours à la nation la volonté du chef de l'Etat

à aller vers un dialogue. La balle reste et demeure dans le camp du Premier ministre qui est le garant du dialogue.

L'Aigleinfos : Depuis quelques jours maintenant, le gouvernement Bah Oury est en immersion à l'intérieur du pays. Quelle appréciation faites-vous de cette tournée ?

Oyé Béavogui : Tant que cette préoccupation pouvait permettre aux autorités d'être plus proches de la population à la base, je pense que c'est salubre. Ça va leur permettre de comprendre les réalités du pays et cela va leur permettre aussi de prendre des dispositions pour répondre aux préoccupations de ces populations.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur Oyé Béavogui, Secrétaire Général par intérim du PDG-RDA !

Oyé Béavogui : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

CRIEF

Nouveau rebondissement dans le dossier Oyé Guilavogui, l'affaire renvoyée au 05 mars

Il n'y a donc pas eu d'audience lundi, 10 février 2025 à la CRIEF, dans le dossier présumé détournement de 50 millions de dollars américains contre l'ancien ministre des Télécommunications, Oyé Guilavogui. La cour avait ordonné lors de la dernière audience, la présence dans la salle du prévenu pour la phase des réquisitions et plaidoiries. Mais son état de santé qui l'a conduit hors du pays, ne lui a pas permis de répondre à ce rendez-vous.



De nouvelles révélations faites par la cour. Après avoir décidé d'ordonner la réouverture des débats dans l'affaire qui oppose l'Etat guinéen, représenté par l'Agent Judiciaire de l'Etat, à Oyé Guilavogui, le juge audiençer a annoncé d'autres charges, plus impressionnantes que les précédentes.

D'abord, l'ancien ministre des Télécommunications et de l'Environnement sous Alpha Condé est poursuivi pour détournement présumé de deniers publics, enrichissement illicite et blanchiment de capitaux s'élevant à 50 millions dollars relatifs à la relance de la SOTELGUI. Mais si jusque-là, l'opinion n'avait que cette information, la CRIEF évoque d'autres affaires notamment 300 millions de dollars pour le backbone; 94 milliards de francs

guinéens au compte de l'exercice budgétaire de 2020; 17 milliards de francs guinéens au compte de celui de 2021 et les 10 milliards de francs guinéens pour le projet de reboisement.

Le dossier Oyé Guilavogui appelé donc à la barre, son conseil s'est présenté pour donner les raisons de l'absence de son client. La cour a opposé son refus catégorique à tout commentaire, estimant que l'avocat assiste son client mais il ne le représente pas.

Le conseil s'est plié à la décision à laquelle il n'a pas trouvé d'objection. « Ce n'est que partie remise et puis c'est ça aussi le principe. Il était de mon devoir de venir dans la salle, suivre le déroulement de ce dossier », a avancé Me Salif Béavogui. Cet avocat souligne que son

client viendra répondre à la justice mais le plus important, c'est son état de santé. « Il est aujourd'hui en Tunisie, il est sorti légalement, il continue sa convalescence. Nous avons produit un rapport médical qui atteste qu'il doit encore rester à l'hôpital pour des soins pour éviter que son état de santé se complique. Sinon, il est plus pressé que tout le monde pour que ce procès puisse se tenir dans les conditions normales et qu'il puisse vraiment démontrer son innocence à travers les éléments factuels », a défendu l'avocat.

Le Conseil de l'ancien ministre Oyé Guilavogui affirme que son client doit poursuivre son traitement jusqu'à fin mars 2025 selon le rapport médical de l'hôpital où ce dernier est alité. Et c'est à l'issue de cela qu'une décision sera prise pour déterminer l'évolution de la maladie dont il souffre.

L'affaire est renvoyée au 05 mars prochain pour la réouverture des débats avec la comparution de la société chinoise Huawei, qui aurait acquis le contrôle de la relance de la société de téléphonie, SOTELGUI.

Samuel Demba. D

Sénégal

Décès de Jimi Mbaye, guitariste de Youssou N'Dour et co-fondateur du groupe Super Étoile

Le monde de la musique sénégalaise en deuil du son si particulier du guitariste de l'orchestre Super Étoile de Youssou N'Dour. Jimi Mbaye, l'un des membres fondateurs du groupe, s'est éteint mardi 11 février à l'âge de 68 ans. Les hommages se multiplient au Sénégal, que ce soit dans la presse ou sur les réseaux sociaux.



« La musique perd une icône », titre le journal L'Observateur. Le maestro et virtuose de la guitare Jimi Mbaye, de son vrai nom Mamadou Mbaye, n'est plus, mais il laisse derrière lui un immense héritage musical. Surnommé Jimi en référence à Jimi Hendrix, il a apporté une touche unique aux plus grands succès de Youssou N'Dour, comme sur l'introduction du morceau Birima.

Jimi Mbaye, natif de Dakar, était un véritable pilier du Super Étoile de Youssou N'Dour, qu'il a créé avec lui en 1979. L'histoire raconte que le père de Mamadou « Jimi » Mbaye, fervent croyant, interdisait à ses enfants de pratiquer la musique. Cela n'a pas empêché le jeune guitariste de fabriquer son premier instrument avec un fil de pêche et des canettes. À 13 ans, son frère aîné lui offre une guitare acoustique. Puis, à 18 ans,

il se procure sa première guitare électrique et développe ce son si particulier : il associe les sons de la guitare traditionnelle ouest-africaine, appelée n'goni, et de la kora. À 22 ans, Jimi Mbaye rencontre Youssou N'Dour et fonde avec lui le Super Étoile de Dakar. Les deux hommes ne se quitteront plus. « Je viens de perdre mon frère, mon ami et compagnon de plus de 40 ans », a réagi Youssou N'Dour sur les réseaux sociaux.

RFI

Lire l'Aigle Infos,
c'est lire la vérité
et la vertu

Politique

Faya Millimouno exhorte Bah Oury à demander pardon à Dadis

Le président du Bloc Libéral a conféré avec la presse le jeudi, 06 février 2025 au siège de son parti à Lambanyi. Plusieurs sujets d'ordre national ont été abordés par ce politique notamment l'immersion gouvernementale, l'éventuelle candidature du général Doumbouya, les rapports sur des enquêtes, entre autres.



De l'avis de Dr Lansana Millimouno, l'immersion gouvernementale dirigée par le Premier ministre n'est pas mal en soi. Il estime que dans la forme, elle permet de rapprocher les populations de leurs gouvernants pour permettre de connaître leurs véritables préoccupations afin d'y faire face. Cependant, celle-ci, dit-il, est une campagne pour préparer les esprits à une éventuelle candidature du chef de la junte. « Nous pensons que ce voyage-là, comme ce qu'on vient de vivre à Kankan, c'est une sorte de campagne pour une candidature qui n'a

pas encore été affirmée. Et nous, au BL, nous continuons à donner le bénéfice du doute au général Mamadi Doumbouya. Il est un soldat qui a choisi de servir notre pays sous le drapeau. Nous sommes en Afrique, la parole donnée est importante. Il doit la respecter », a analysé le président du BL.

Une campagne de gaspillage de fonds publics ? Ce politique estime que l'organe législatif censé contrôler les actions gouvernementales et les procureurs doivent s'intéresser à ce genre d'initiative pour détermi-

ner l'origine des fonds débloqués pour faire face à cette immersion. « Aujourd'hui, on peut se poser la question d'où vient l'argent qui est en train d'être utilisé. Où sont les procureurs pour mettre en place des commissions d'enquête ? Où se trouve le CNT qui peut engager une enquête parlementaire sur l'origine des fonds. On va me dire que ce n'est pas la première fois que sous le CNRD, une immersion gouvernementale ne se passe, c'est vrai. Quand Mohamed Béavogui était encore le Premier ministre, il y a eu une immersion à l'intérieur du pays mais qu'est-ce cela a donné ? Il a même dit que l'Etat n'existait pas à l'intérieur », s'est-il interrogé. Mais ce qui intrique le plus le président du Bloc Libéral, c'est de voir le Premier ministre Amadou Oury Bah, participer, dit-il, à une telle initiative contre laquelle il s'était opposé en 2009 contre le capitaine Moussa Dadis Camara, à l'époque chef de la junte. « C'est pourquoi c'est avec un cœur meurtri que nous voyons des sommes colossales qui disparaissent dans nos caisses, des sommes colossales qui sont mobilisées pour faire des marches par-ci ou par-là, alors que nous avons aujourd'hui nos enfants qui n'attendent que d'avoir une école représentative avec des ensei-

gnants bien formés. Je dis, M. Bah Oury en tant que chef de cette équipe gouvernementale, qui est impliquée dans la promotion de la candidature du Général, il doit clairement demander pardon à M. Dadis Camara, parce que c'est lui qui était à la tête de la commission qui a organisé la manifestation du 28 septembre 2009. Aujourd'hui, la manifestation du 28 septembre 2009 a fait qu'une page importante de l'histoire de notre pays a été hypothéquée », a-t-il sollicité. « Est-ce qu'il y a une différence entre le capitaine Moussa Dadis Camara et le général Mamadi Doumbouya? », s'est demandé Dr Faya. Pour nous au moins, poursuit-il, « il y a une différence. Ce sont des frères guinéens qui ont tous choisi de servir notre pays sous le drapeau. L'un est venu, il n'a fait que menacer. Il a dit, vous les politiques, si vous êtes trop pressés, nous sommes aussi des Guinéens, nous pouvons enlever nos tenues et être candidats. C'est ce qui a mis le feu aux poudres. Par après, sous les applaudissements et de la communauté internationale et des forces vives de Guinée, on a attenté à sa vie. S'il est vivant aujourd'hui, c'est le fait de Dieu. » Le président du BL recommande la publication des rapports d'enquête qui ont été promis au peuple

sur les crimes de sang qui ont été perpétrés durant les onze années d'Alpha Condé. « Nous, nous n'avons pas oublié, mais c'est un rapport que nous attendons jusqu'à présent », a-t-il rappelé. Nous n'avons pas encore reçu, poursuit-il, « d'informations que quelque chose soit sorti sur le drame de N'Zérékoré du 1er décembre. Lorsque vous comparez ce que dit l'autorité officielle et ce que disent les différents organes de la société civile, des défenseurs des droits de l'homme, il y a une grande différence au niveau des chiffres. Le peuple de Guinée a besoin de le savoir. La bonne gouvernance, ça passe aussi par la transparence dans la façon de faire les choses », a conclu l'opposant.

Samuel Demba. D

Lisez le journal numérique sur le site **KéfinaFasso** www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Lire l'Aigle Infos, c'est lire la vérité et la vertu

Projet de Trump à Gaza Pour la Ligue arabe, il est «inacceptable» de déplacer les Palestiniens

Le secrétaire général de la Ligue arabe, Ahmed Aboul Gheit, a jugé, mercredi 12 février, « inacceptable pour le monde arabe » de déplacer les Palestiniens de leur territoire.



« Nous, les Arabes, avons combattu l'idée de déplacer les Palestiniens pendant cent ans et nous ne sommes pas prêts à capituler maintenant », a déclaré M. Aboul Gheit devant le sommet mondial des gouvernements organisé à Dubaï en réponse à une question sur l'insistance du président américain Donald Trump à vouloir vider la bande de Gaza de ses habitants. Recevant mardi le roi Abdallah II de Jordanie à la Maison Blanche, M. Trump a une nouvelle fois dit sa volonté d'engager un développement immobilier de la bande de Gaza vidée de ses habitants.

avec pour objectif de vider la Palestine historique de ses habitants d'origine », a déclaré M. Aboul Gheit. « Ceci est inacceptable pour le monde arabe », a-t-il ajouté. M. Aboul Gheit a par ailleurs confirmé la tenue, le 27 février, en Égypte d'un sommet d'urgence sur la question palestinienne, ajoutant que les pays arabes avaient deux semaines pour élaborer une position commune à ce sujet. Les pays arabes ont fermement rejeté la proposition de M. Trump, insistant sur l'objectif d'une solution à deux États du conflit israélo-palestinien, avec un État palestinien indépendant au côté d'Israël. Pour les Palestiniens eux-mêmes, qui ont également condamné cette proposition, un déplacement évoque la Nakba (« Catastrophe » en arabe),

terme désignant l'exode massif qui a suivi la création de l'État d'Israël en 1948. Israël rejette toujours la solution de deux États Plusieurs centaines de milliers de Palestiniens avaient alors fui ou avaient été chassés de chez eux pour se réfugier dans les pays voisins ou ce qui allait devenir à l'issue de la première guerre israélo-arabe en 1948 la Cisjordanie et la bande de Gaza, selon l'ONU. Après la guerre israélo-arabe de 1967, Israël a occupé Jérusalem-Est et la Cisjordanie, qui restent sous occupation jusqu'à ce jour, et Gaza, d'où Israël s'était retiré en 2005. Le mouvement islamiste palestinien Hamas a pris en 2007 le pouvoir dans la bande de Gaza, à laquelle Israël a imposé un blocus pendant plus de quinze ans, avant le déclenchement de la guerre dans le territoire palestinien après l'attaque du Hamas sur le sol israélien le 7 octobre 2023. Gaza a été ravagée par quinze mois de guerre avant un cessez-le-feu entré en vigueur le 19 janvier. Israël rejette la solution de deux États pour régler le conflit.

RFI

Lisez le journal numérique sur le site **KéfinaFasso** www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

AG de l'UFDG Dr Fodé Oussou Fofana parle d'élection et de préparatifs du congrès du parti

Le samedi 08 février 2025, l'UFDG, le parti de Cellou Dalein Diallo, a tenu son assemblée générale à son siège national. Dans son intervention de circonstance, Dr Fodé Oussou Fofana, vice-président du parti, a parlé d'élection et de préparatifs du congrès national de l'UFDG, tout en demandant aux militants d'aller chercher leur carte d'identité.



« Écoutons les voix les plus autorisées. Il y a élection cette année. Mais il n'y a pas d'élection si vous n'avez pas aussi les cartes d'électeur. Il n'y a pas d'élection si vous n'avez pas encore les cartes d'identité. Mais allez chercher vos pièces. Et si vous aimez le président Cellou, vous ne cherchez pas vos pièces, ça ne marche pas. Au jour d'aujourd'hui, vous ne devez rentrer dans aucun débat, on a du travail. C'est quoi l'affaire aujourd'hui jusqu'au mois d'avril? C'est comment organiser notre congrès, c'est le seul sujet à débat à l'UFDG, aucun autre sujet n'est à débat. Vous ne parlez de personne, on parle de congrès », a déclaré Dr Fodé Oussou Fofana devant les militants et responsables de l'UFDG. Il a par ailleurs rassuré quant à la bonne organisation du

congrès dans le respect strict des textes et règlements du parti considéré à juste raison comme l'un des trois poids lourds de la scène politique guinéenne, avec le RPG Arc-en-ciel (ancien parti au pouvoir) et l'UFR de l'ancien Premier ministre Sidya Touré. «Un congrès pour un grand parti comme l'UFDG se prépare. Nous allons faire venir tous les responsables ici, nous allons organiser notre congrès dans les règles de l'art. Nous avons validé. Nous allons le faire. Pour l'amour de Dieu, n'écoutez pas les réseaux sociaux. N'écoutez pas, quiconque parle de l'UFDG ne répondez pas, ne vous en occupez pas. On sait l'histoire de l'UFDG. Qui est venu quand ? Qui a été là ? Comment les gens sont venus ? Quels sont les premiers responsables du parti ? Qui est là ? C'est ça, c'est connu. Tu veux les statuts et règlements du parti, comment ça fonctionne ? Ça aussi c'est sur Internet. Tu vas sur Internet, tu mets "Règlement UFDG". Nous avons un site », a martelé Dr Fodé Oussou Fofana à l'assemblée générale hebdomadaire de l'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG).

Kéfina Diakité

Décès d'El Hadj Biro Diallo, ex-PAN L'hommage de Tibou Kamara

Elhadj Boubacar Biro Diallo, ancien président de l'assemblée nationale, est décédé le samedi 08 février à Mamou à l'âge de 103 ans. Dans une tribune intitulée "Décès d'El Hadj Biro Diallo— Assumer pour exister, renoncer pour rester libre et fort !", l'ancien ministre d'Etat Tibou Kamara lui rend un hommage mérité.



« Le nom grandit quand l'homme tombe », a écrit Victor Hugo. C'est tellement vrai en Guinée, où la mort parvient toujours à réhabiliter chacun dans une avalanche d'éloges et d'hommages après une vie émaillée d'ennuis, d'épreuves, de souffrances, de mauvais procès et d'incidents. La mort vient de rappeler à chacun et à tous El Hadj Biro Diallo, décédé ce samedi 8 février 2025 dans sa ville natale de Mamou, où il s'était retranché au milieu des siens après de bons et loyaux services rendus à la nation et à l'issue d'un véritable parcours du combattant. Celui qui a connu une longévité exceptionnelle

(105 ans) dans la course contre la mort demeurera pour toujours dans le récit national, avec des chapitres de sa vie, autant de pages d'histoire. L'écrivain et historien écossais Thomas Carlyle ne disait-il pas que « l'histoire du monde n'est que la biographie des grands hommes » ? El Hadj Biro a choisi de finir en héros anonyme, coupé de l'actualité et des projecteurs. Il n'a pas eu peur de la retraite, ni ne s'est efforcé, contrairement à tant d'autres de son âge et de sa génération, à rester au-devant de la scène, coûte que coûte. En homme accompli, d'honneur et de devoir, il a su réaliser ce qui

paraît impossible à beaucoup encore aujourd'hui : partir quand il le faut, lorsqu'on a accompli sa mission ou atteint ses limites. Si « trop tôt » laisse un arrière-goût de dépit et pourrait ressembler à un acte manqué, « trop tard » est le cimetière de toutes les illusions perdues et la source de tous les malheurs.

Le regretté homme, sage et lucide, a été capable de céder la place à d'autres, alors qu'on lui prédisait encore un avenir, pour son courage à défendre et assumer ses convictions, en raison de sa stature enviable, de la confiance et de l'estime d'une opinion majoritairement favorable. El Hadj Biro ne s'est pas laissé retenir, ni convaincre de servir jusqu'à l'usure. Comme Nelson Mandela, il a renoncé à un moment où il était encore aimé et respecté, la disgrâce n'étant pas encore arrivée.

L'homme brille par son silence, se distingue par sa résilience. Le « vieux Biro », comme on se plaisait à l'appeler ces dernières années, a eu l'humilité des êtres exceptionnels, surtout dans ses ultimes instants, et ne s'est pas départi du silence assourdissant et de la réserve pudique des hommes d'État. S'il avait des frustrations et des blessures intimes, personne n'en saura jamais rien par lui-même. Dans sa retraite paisible, d'une pleine liberté recouvrée et d'une dignité chère-

ment acquise, il n'a pas sollicité des honneurs ni revendiqué la reconnaissance que l'on réserve ailleurs et habituellement aux légendes vivantes. Il connaissait l'amnésie de son pays, consacrée par la volatilité du temps, et celle aussi de ses compatriotes, qui n'aiment guère parier sur l'avenir et s'empressent toujours d'oublier le passé, ce fantôme, prompt à donner mauvaise conscience, tel un miroir, doué aussi pour renvoyer à chacun son image pas toujours flatteuse.

Et, comme on ne peut effacer la mémoire ni réécrire à sa guise l'histoire, en remontant le temps, le journaliste que je fus se souvient qu'El Hadj Biro Diallo, Président de l'Assemblée nationale, avait déconcerté plus d'un et provoqué un séisme politique, en affirmant, haut et fort, sans la langue de bois de nos élites timorées ni les faux-fuyants de ses concitoyens, obséquieux et accommodants : « En cas de vacance de pouvoir, j'assumerai pleinement mes responsabilités », avait confié le vieil homme, en répondant à une question à propos du sujet tabou de la succession dans nos pays. Il ne reviendra pas sur ses propos ni ne s'excusera auprès du Général Lansana Conté, alors chef de l'État, de lui avoir rappelé qu'il n'est pas immortel ni éternel. Une témérité dont le coût fut élevé, mais assumée jusqu'au bout. Combien sommes-nous,

aujourd'hui, à avoir le courage de nos convictions profondes ? Qui ose encore dire non au maître du moment, à plus forte raison, le contrarier dans ses ambitions, en bravant sa suprématie ?

À un moment où la patience a déserté le pays et où la persévérance, l'esprit de sacrifice et d'engagement ont pris un long congé, l'idéal est piétiné, les individus écrasent la patrie. La disparition d'El Hadj Biro Diallo suscite un sentiment de regret et de désarroi chez tous ceux qui vouent respect et admiration aux hommes pétris de courage et animés de convictions. Ces derniers vivent aussi dans la nostalgie des valeurs perdues qui font la grandeur de l'humanité et placent certains au-dessus des autres.

El Hadj Biro Diallo peut reposer en paix, après une vie longue et remplie au service de sa nation, caractérisée par un sens très élevé de la responsabilité et une folle détermination à surmonter les obstacles et vaincre les adversités. Certains vivent debout, refusent de se coucher avant de rejoindre leur dernière demeure, tandis que d'autres se laissent enterrer vivants. Chacun est libre de choisir son destin", a écrit Tibou Kamara.

Kaba Kankoula

Promotion de la candidature de Doumbouya Dr Faya Millimouno très critique à l'égard du PM Bah Oury

Le jeudi 6 février 2025, Dr Faya Millimouno, le chef de file du Bloc libéral (BL), a interpellé l'actuel Premier ministre guinéen, Amadou Oury Bah et président du comité d'organisation de la manifestation du 28 septembre 2009, sur sa responsabilité supposée dans les événements tragiques du 28 septembre 2009.



Le 28 septembre 2009, l'on s'en souvient, une manifestation pacifique des Forces vives de la nation avait été réprimée dans le sang au stade du 28 septembre. Le bilan dressé par l'ONU et des organisations de défense des droits de l'homme fait état de plus de 150 morts et des dizaines de femmes violées. Au regard donc de ce qui est en train de se passer dans le pays du général Mamadi Doumbouya, ce leader politique pense que le PM Bah devrait demander pardon à l'ex-président du CNDD, Moussa Dadis Camara, par rapport à l'organisation de la manifestation du 28 septembre 2009. « M. Bah Oury étant membre de

l'équipe gouvernementale, en tant que chef de cette équipe gouvernementale, qui est impliquée dans la promotion de la candidature du général, il doit clairement demander pardon à M. Dadis Camara, parce que c'est lui qui était à la tête de la commission qui a organisé la manifestation du 28 septembre 2009. Aujourd'hui, la manifestation du 28 septembre 2009 a fait qu'une page importante de l'histoire de notre pays a été hypothéquée. Parce que tapez aujourd'hui sur Google le 28 septembre, on vous parlera des événements de 2009. On ne vous parlera pas du choix historique du peuple de Guinée de la liberté à l'intégration à la communauté fran-

çaise. Donc, ce pardon-là, il le doit à Dadis. », a-t-il confié aux journalistes. Et d'ajouter : « J'avais beaucoup espéré du Premier ministre Bah Oury. Si j'exprime ma déception c'est parce que j'attendais beaucoup de lui. C'est pourquoi je lui exige n'est-ce pas qu'il dise pardon parce qu'il y a des questions qu'il ne devrait pas avoir même une minute de réflexion, il devrait trancher tout de suite. Après avoir été président du comité d'organisation de la manifestation du 28 septembre 2009, il ne peut pas jouer avec l'idée qu'on peut faire que les Guinéens emboîtent le pas à Alpha Condé, comme Alpha Condé a dit aux Guinéens que ce sont les femmes d'Avaria qui avaient payé sa caution, qu'on peut à travers des marches pour l'unité ou la paix pour convaincre les Guinéens que si Mamadi Doumbouya dit demain qu'il est candidat que c'est pas lui qui voulait être candidat, ce sont les Guinéens qui l'ont demandé ».

Kaba Kankoula



Burkina Faso Les ministres rappelés à l'ordre en matière de bonne gouvernance

Depuis un peu plus d'un mois, une circulaire signée du Premier ministre Jean-Emmanuel Ouedraogo circule dans l'ensemble des ministères burkinabè. Une note aux faux airs de « rappel à la loi » qui enjoit à tous les ministres de faire preuve de plus de rigueur, notamment en ce qui concerne les processus de recrutement du personnel pour les projets de développement.



En date du 7 janvier dernier, tous les ministres et tout les présidents d'institution l'ont reçu au Burkina Faso. Le texte, en forme de mise en garde, est une circulaire signée du Premier ministre, Jean Emmanuel Ouedraogo, qui leur demande de se montrer plus attentifs à la gestion de leurs administrations respectives car c'est peu de le dire : au regard du ton employé par le chef du gouvernement, il semblerait bien que les pratiques actuellement en cours au plus haut sommet de l'Etat ne soient pas vraiment à son goût.

Parmi les insuffisances mise à l'index par le « premier des ministres » figure par exemple le manque de rigueur dans le processus de sélection et dans le montant des rémunérations accordées aux personnes recrutées. Jean Emmanuel

Ouedraogo demande à son équipe de véritablement mettre toutes les candidatures en compétition, de ne pas éliminer des postulants pour des raisons non objectives ou encore d'être plus transparent dans les procédures d'embauche qui semblent parfois sujets à caution, si on en croit le Premier ministre. Tous ces manquements impactent la bonne gouvernance des programmes de développement, ce qui entraîne une « insuffisance de résultats » selon lui. « J'attache du prix à l'exécution de la présente circulaire », ajoute-t-il encore en conclusion.

Selon certains observateurs joints par RFI à Ouagadougou, la question des compétences de certaines personnalités dans le domaine dont elles ont actuellement la charge interroge : pourquoi un militaire est-il par exemple à la tête du ministère de l'Agriculture ? Et en matière de transparence, pourquoi un proche du président Traoré est-il à la tête de l'Agence pour la promotion de l'entrepreneuriat communautaire (APEC) dotée d'un fonds de 17 milliards de FCFA (l'équivalent de 26 millions d'euros) ?

RFI

Tribune

Gel de l'aide américaine Ce qu'en pense le juriste Sayon Mara

Dans une tribune publiée dans la presse et intitulée "Gel de l'aide américaine : l'Afrique doit-elle continuer avec ce « modèle de développement prêt-à-porter »?", Sayon Mara, juriste de formation et conseiller national de la transition dit ce qu'il pense de cette décision prise par l'administration Trump.



« Le gel brutal du financement des programmes d'aide à travers le monde par le département d'Etat américain pour 90 jours pourrait avoir des conséquences dramatiques dans plusieurs pays, notamment les pays du berceau de l'humanité qui dépendent exclusivement de l'aide extérieure. Des cris plaintifs des milliers de personnes commencent déjà à se faire sentir notamment au niveau des organisations africaines financées par cette aide du Pays de l'Oncle Sam.

En effet, ce gel brutal de l'aide américaine par le Président Donald Trump relance le débat sur la question de l'aide extérieure et met surtout

en exergue l'urgence aujourd'hui, pour les Etats africains, de revoir leurs stratégies de développement. Ils doivent se réinventer, se défaire du complexe d'infériorité et adapter leurs modèles de développement à leurs réalités. En d'autres mots, ils doivent avoir confiance en eux-mêmes et doivent s'engager dans de franches relations de coopération et de partenariat gagnant-gagnant d'avec l'Occident et les autres mondes. Le monde grandit, mais l'Afrique reste la même ; elle ne grandit pas avec le monde comme l'a dit un jour le milliardaire américain Bill Gates. Disons-nous la vérité ! Calqué sur le modèle occidental, le développement n'a

pas fait avancer le continent noir jusqu'à présent, car la culture, les traditions en un mot, n'ont pas été prises en compte dans les différents modèles de progrès économiques et techniques proposés. Au lieu d'adapter par exemple la démocratie occidentale aux réalités africaines, l'Africain, par complaisance et par mépris pour ses propres valeurs, trouve mieux de plier nos valeurs à celles occidentales ; alors que les deux réalités sont diamétralement opposées. On copie parfois des lois qui sont en déphasage total avec nos réalités et valeurs sociétales. La pire des maladies inoculées à l'Afrique par la colonisation est ce fâcheux complexe d'infériorité qui continue de ronger et malheureusement de consumer nos valeurs jusqu'à leur essence. Cette volonté manifeste de se renier, de refuser d'être ce qu'on est tout en rêvant qu'on peut être autre que ce qu'on est, est ce virus maudit, ne respectant rien du tout, qui a été inoculé à l'Africain et qui ne cesse de le rendre ridicule aux yeux des autres, de l'enfoncer dans ce tunnel obscur dont le terminus n'est autre que la désolation, le remords et la dépravation. Il est évident que l'énigme à laquelle le continent est confronté est sans doute ce complexe d'infériorité dont il est victime. L'Africain, formaté depuis le temps

colonial, a toujours en tête qu'il n'y a de meilleures cultures, de valeurs à magnifier que celles transportées de l'Occident ou de l'Arabie, tout en oubliant que le souci majeur de ces deux mondes est de maintenir les pays africains dans les conditions de servitude et de dépendance. Cette bruyante décision de gel brutal de l'aide américaine est un signal fort et instructeur que le président américain vient d'envoyer au reste du monde, notamment le continent africain dont les dirigeants doivent savoir désormais que ce n'est aucunement en faisant les lèche-bottes auprès des Occidents et autres puissances qu'ils sortiront leur continent du marasme économique dans lequel la quasi-totalité des pays africains végète depuis leur « indépendance ». Après plus d'un demi-siècle, l'Afrique n'a presque rien fait de son « indépendances ». La colonisation a certes pris fin, mais les esprits sont restés enchaînés, prisonniers de l'idée d'infériorité. Et la pire des prisons de ce monde est celle qui est dans la tête. Il faut une véritable volonté politique aujourd'hui pour sortir l'Afrique de l'ornière. En clair, c'est un leurre de continuer à compter sur des aides qui n'aident pas du tout le continent. Les cultures et les traditions doivent, pour un développement harmonieux, hardi, fécond

et prompt, reprendre les places qui sont les leur dans le développement de nos pays. Nous devons, en quelque sorte, prendre les principes universels des modèles de développement occidental puis les adapter à nos réalités. Le développement social et culturel s'obtient à travers la conservation des éléments traditionnels comme les folklores au niveau de la musique, des sites touristiques traditionnels, car chaque Nation, chaque Peuple s'identifie à travers eux et c'est dans ces valeurs qu'il peut mieux s'épanouir.

Le fin mot de l'histoire est que nous souffrons de notre croyance à tout ce que l'Occident nous propose ou nous dit ; on avale cela sans même chercher à comprendre si c'est bénéfique pour nous ou pas. Une modernité à l'africaine, qui tient compte de nos valeurs sociétales, serait mieux.

La civilisation est le levier de l'épanouissement et de l'organisation d'un pays. En d'autres termes, se connaître soi-même est le point de départ de l'émergence du continent dans le vrai sens de l'expression. », a écrit Sayon MARA, Juriste.

Mamadou Oury

Monde

Après un échange direct, Trump et Poutine vont négocier «immédiatement» sur l'Ukraine

Le président américain a annoncé, mercredi 12 février sur son réseau Truth Social, avoir eu une « conversation prolongée et très productive » avec son homologue russe.



Donald Trump et Vladimir Poutine ont convenu de « travailler ensemble, très étroitement » et de commencer à négocier « immédiatement » sur l'Ukraine. Le Kremlin confirme vouloir une « solution de long terme » sur le conflit ukrainien via des « pourparlers de paix ».

L'échange téléphonique entre Donald Trump et Vladimir Poutine, mercredi 12 février, a été fructueux, selon les dires du premier sur son réseau social Truth Social. « Nous avons convenu de travailler ensemble, très étroitement, y compris en nous rendant visite dans nos pays respectifs », explique le président états-unien. Le Kremlin confirme que Washington et Moscou sont d'accord pour « travailler ensemble ». Donald Trump explique avoir

convenu, avec son homologue russe, de commencer à négocier « immédiatement » sur l'Ukraine. Dmitri Peskov, porte-parole du Kremlin, a lui déclaré à la presse que Vladimir Poutine a confié au président américain vouloir trouver une « solution de long terme » au conflit ukrainien via des « pourparlers de paix ». « Le président Poutine a mentionné la nécessité de s'attaquer aux causes profondes du conflit », a-t-il précisé. « Nous y croyons tous deux très fortement »

« Nous voulons mettre fin aux millions de morts liées à la guerre Russie-Ukraine. Le président Poutine a même utilisé mon très percutant slogan de campagne : "BON SENS". Nous y croyons tous deux très fortement », s'est félicité le

conservateur américain, qui a précisé qu'il allait informer le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, de son dialogue avec le maître du Kremlin. Kiev a simplement confirmé, peu après, la tenue d'un appel entre les deux présidents.

Selon Dmitri Peskov, Vladimir Poutine « a invité Donald Trump à se rendre à Moscou et s'est dit prêt à recevoir des responsables américains en Russie ». Et tous deux ont « convenu de poursuivre les contacts personnels, y compris en organisant des réunis en tête-à-tête ».

« Nous avons parlé des forces de nos nations respectives et du grand bénéfice qu'il y aura un jour à travailler ensemble », a encore écrit Donald Trump, qui a tenu à « remercier le président Poutine pour le temps et l'effort consacré à ce coup de fil, et pour la remise en liberté de Marc Fogel » survenue mardi 11 février. Cet enseignant américain était détenu en Russie depuis plus de trois ans. Ce 12 février, les États-Unis ont eux accepté de libérer l'expert informatique russe Alexander Vinnik, accusé de crimes liés à la plate-forme d'échange de cryptomonnaies BTC-e.

RFI

Lire l'Aigle Infos,
c'est lire la vérité
et la vertu

Attaques de Faya contre le CNRD La réplique du mouvement "Jeunesse Forestière pour la Continuité"

A la faveur d'une conférence de presse qu'il a animée le 06 février dernier, Dr Faya Lansana Millimouno, le président du Bloc Libéral (BL), s'en est pris au CNRD. Des attaques qui ont fait réagir le Mouvement Jeunesse Forestière pour la Continuité (JFC), par la voix de son coordinateur régional, Ibrahima Soum Soumaoro.



« Faya Millimouno s'attaque aujourd'hui au CNRD, à son président Mamadi Doumbouya et au secrétaire général de la présidence de la République Amara Camara, parce qu'ils ne lui ont pas accordé le poste de Premier ministre, ainsi qu'à 10 de ses proches. C'est pourquoi, il s'agit sur la toile en disant n'importe quoi sur le CNRD. Mais il oublie que la population guinéenne dans sa plus grande majorité reste soudée derrière le CNRD, à cause de tout ce qu'ils sont en train de faire. D'ailleurs Faya Millimouno n'a aucune crédibilité dans le pays. Les résultats des dernières élections donnent la preuve qu'il est un politicien en voie de perdition totale », a réagi Ibrahima Soum Soumaoro, le Coordinateur régional du Mouve-

ment Jeunesse Forestière pour la continuité. « Tout bon Guinéen, réfléchi, reconnaît les efforts que le général Mamadi Doumbouya, depuis sa prise du pouvoir le 5 Septembre 2021, est en train de faire pour le bonheur de notre pays. En trois ans, les réalisations sont gigantesques. C'est pourquoi le peuple de Guinée lui demande de se porter candidat à l'élection présidentielle. C'est en lui nous croyons et nous sommes rassurés qu'il peut emmener la Guinée très loin. Le programme Simandou 2040 en est une illustration, la construction des routes, le bitumage des voiries dans les préfectures comme Yomou, Beyla, Lola et plusieurs autres préfectures du pays. Personne ne parlera en notre nom. C'est le peuple qui décide et ce peuple est déjà décidé à lui porter sa confiance. Faya Millimouno n'est rien pour s'opposer à la volonté du peuple. D'ailleurs, il n'est qu'un vendeur d'illusions. Et s'il continue à s'attaquer désormais au CNRD, nous allons étaler beaucoup de choses ».

Kéfina Diakité

Guinée

Echange d'amabilités entre deux anciens ministres, Tibou Kamara et Guillaume Hawing

Tibou Kamara et Guillaume Hawing sont deux anciens ministres. Ces derniers jours, ils ont choisi, pour des raisons qui leur sont propres, de s'envoyer des piques.



Dans une tribune intitulée "Qui a failli institutionnaliser la démagogie en république de Guinée ?", Guillaume Hawing a écrit :

« Seul le brave croise bravement la bravoure. Seul le démagogue croise gaillardement la démagogie. Seul le faible croise faiblement la faiblesse.

Avant la naissance de Tibou Kamara, la démagogie était un SDF en république de Guinée. C'est dès après que l'administration guinéenne ait croisé un visage appelé Tibou, que cette administration est devenue la capitale administrative mondiale de la démagogie. Tibou est sans doute le père fondateur de l'institutionnalisation de la démagogie en république de Guinée. L'histoire est têtue et fidèle à ses faits. L'histoire est indélébile.

Ce monsieur a épousé la vilaine habitude de ne prendre sa plume que lorsqu'il est écarté du système. Les

pensées primaires de cet homme sont d'ordre égoïste et mercantiliste. Il pense que le reste du monde doit toujours manger à sa table, uniquement et continuellement à sa seule table. Il se prend TROP au sérieux au point de s'imaginer être le centre de gravité du monde et la version dérivée du mot INDISPENSABLE.

Tibou est l'identité et l'explication étymologique de l'expression « On ne parle pas la bouche pleine ». Ce monsieur se présente comme un agneau tant que sa bouche est pleine. Il cesse d'être un agneau pour prendre le corps d'un loup une fois que sa bouche est privée ou commence à se vider.

Un homme dont la conviction n'est guidée que par les intérêts est un indigne. Le manque de conviction est le péché des hommes de la trempe de Tibou Kamara. Quand les valeurs ancestrales, religieuses et morales sortent de notre vie, notre existence

se réduit à un point sans dimension. Un homme sans dimension est un homme sans repère qui vit parmi les hommes et non avec les hommes. La démagogie est l'identité et la marque de Tibou Kamara. N'eut été l'avènement du CNRD au pouvoir, la Guinée aurait connu aujourd'hui un département chargé de la démagogie. Car, à analyser les faits et gestes de l'homme sous les anciens régimes, ça en avait tout l'air.

Nous vivons une ère appelée CNRD, une ère où la Guinée est très armée pour qu'elle désarme face à l'immoralité des immoralités. La bouche pleine ou vide, un homme digne et de conviction doit toujours garder ses yeux sur la ligne d'arrivée. Continueront à souffrir ceux qui ne comprennent pas que le changement est la seule constance ».

La réplique de Tibou Kamara ne s'est pas fait attendre. Sous le titre "Doit-on utiliser un canon pour tuer une mouche ?", il a écrit :

« La médiocrité aime s'allier à la médiocrité », a dit Tahra Hassine Ferhat. C'est le sort qui nous est infligé aujourd'hui, malgré nous. Jamais des médiocres aussi éminents n'avaient brillé avec autant d'éclat dans l'espace public, dans les sphères de l'État et de l'administration. Une anarchie et une cohue historiques ! D'ailleurs, la purge en cours le démontre : il y a eu erreur sur les personnes. Beaucoup, à l'image de notre « Zorro » improvisé, à la moralité douteuse, ont cru que l'heure de la revanche sur un destin terne avait sonné. Mal leur en a pris, car chacun

est appelé à rendre des comptes. Prenons ce dernier, par exemple, qui, après un passage apocalyptique au ministère de l'Éducation, a le sommeil troublé par les nombreux cadavres dans ses classeurs. Et ce n'est sûrement pas son zèle tonitruant ni sa loyauté de façade qui le laveront de sa cleptomanie avérée. D'autres avant lui s'y étaient essayés, en vain. Parmi ces tonneaux vides qui font du vacarme dans la cité et polluent l'air, certains excellent davantage en surclassant les autres dans la ruine de l'âme et de l'esprit.

Les élèves qui ont eu le malheur de croiser leur chemin ont souffert de leurs limites et lacunes, étalées au grand jour dans un spectacle des plus pathétiques. Derniers de la classe, ils ont été repêchés à une fonction de seconds couteaux où, pense-t-on, ils pourraient moins nuire à la communauté nationale que dans celle de ministre, même dans une transition si généreuse avec les sycophantes. Peut-être espèrent-ils monter encore plus haut, à la faveur d'un nouveau tirage au sort, car, en dehors des concours de circonstances, ils ne sont même pas éligibles à un poste subalterne.

« Mon passé est leur futur », comme dirait l'autre, et il est clair que la comparaison dégrade toujours les ânes, même ceux qui jouent aux savants. Que peut-on m'offrir encore, à moi qui ai déjà tout reçu sur un plateau d'or, sans avoir eu besoin de renouveler chaque jour mes serments, de faire la génuflexion ou de me constituer en collectif pour quémander l'aumône

sous la forme d'un poste juteux ? Médiocres parmi les médiocres, ils aspirent à régner « par défaut », en l'absence de tout talent, en excluant les compétences éprouvées. Ils prient pour que le temps s'arrête, militent pour le statu quo. Peine perdue. L'histoire se moque de leurs humeurs et de leurs sautes d'humeur. L'horloge du destin ne s'arrête pas pour leurs intérêts mesquins. L'angoisse de retourner à leur véritable condition de « cinquième roue du carrosse », de retrouver une vie banale et ordinaire, les ronge. Alors, ils sortent de l'ombre, et de leurs gongs, pour asséner des trivialités et des débilites qui mériteraient un passage sur le divan d'un bon psychanalyste, à moins que ce ne soit entre les mains d'un exorciste expérimenté.

N'est-il pas préférable d'être taxé – même à tort – de démagogue plutôt que d'être perçu comme un bouffon du roi ou un idiot du village ? Alors, je me demande : faut-il vraiment utiliser un canon pour tuer une mouche dont personne n'entend le bourdonnement ?

Le débat est ouvert, et ce ne sont pas les gesticulations pitoyables d'un illuminé qui vont nous divertir. Au suivant, de ces morveux qui ressentent un besoin irrépressible de se moucher ! »

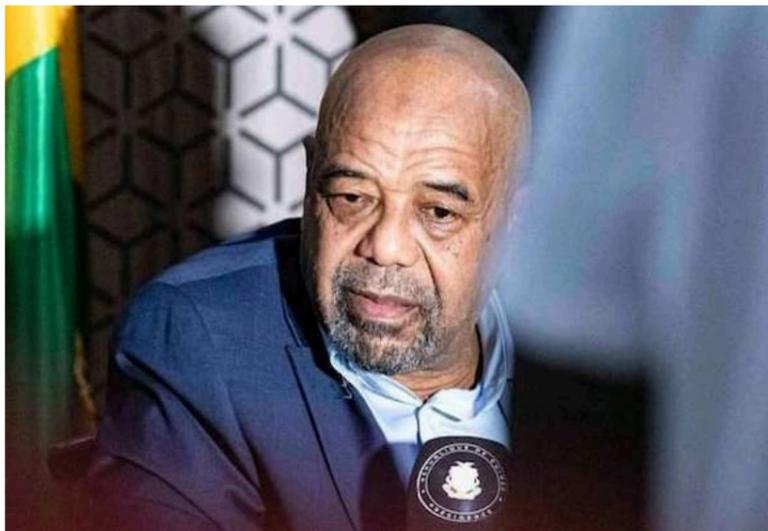
On se demande jusqu'où ira ce bras de fer ? Attendons de voir...

Mamadou Oury

Libération de Mohamed Touré

Le PDG-RDA exprime sa reconnaissance au président Doumbouya

Le samedi 8 février 2025, le secrétaire général du PDG-RDA, Mohamed Touré (fils du premier président de la Guinée indépendante, feu Ahmed Sékou Touré), est rentré au pays après avoir passé des années en prison aux Etats-Unis d'Amérique.



Dans une déclaration publiée dans la presse mardi 11 février 2025, le Bureau politique national du parti de l'indépendance et les sages ont fait part de leur reconnaissance au CNRD et à son président, le général Mamadi Doumbouya, pour le rôle crucial qu'ils ont eu à jouer dans la libération de Mohamed Touré. Les responsables du Parti Démocratique de Guinée-Rassemblement Démocratique Africain, n'ont pas manqué aussi de saluer l'action diplomatique du ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et des Guinéens établis à l'étranger, Dr Morisanda Kouyaté.

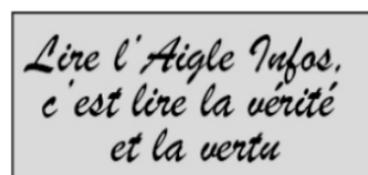
Dans ladite déclaration, le PDG-RDA dit avoir reconnu cette aide précieuse

qui symbolise la récompense au Président Ahmed Sékou TOURÉ, le père fondateur de notre nation et ses compagnons pour les loyaux services rendus à la Guinée et à l'Afrique tout entière. Le Parti a également exprimé une gratitude particulière envers le Peuple de Guinée. « Cette solidarité collective, au-delà des frontières politiques, démontre l'unité du peuple dans des moments aussi difficiles. Le PDG-RDA considère que la libération de son Secrétaire Général ne fait que renforcer l'héritage de son fondateur, le Président Ahmed Sékou Touré, et les œuvres de panafricanisme qu'il a initiées. Le Parti se veut être un acteur fidèle de la continuation de ces valeurs profondes qui ont forgé

l'histoire de la Guinée. Le PDG-RDA demeure un artisan fidèle à poursuivre les œuvres gigantesques des pères fondateurs du panafricanisme et exprime son appui profond à la refondation initiée par le Général Président Mamadi DOUMBOUYA, fervent continuateur de ces honorables devanciers. C'est le lieu pour nous de rassurer le Président de la République de Guinée de notre soutien indéfectible et de notre fidélité au CNRD », a déclaré le Secrétaire Général par intérim du PDG-RDA, Mangamory Bangoura.

« Le PDG-RDA invite chaque Guinéen à œuvrer pour un développement harmonieux et intégré, au patriotisme et la préservation de nos acquis car l'avenir de la Guinée se construit avec tous », lance le PDG-RDA dans sa déclaration.

Kéfina Diakité



Ouganda

L'aide américaine suspendue, les autorités demandent aux personnels de santé de travailler bénévolement

A la suite de la décision prise par l'administration Trump de suspendre l'aide américaine à l'étranger pour une durée de 90 jours, le ministère ougandais de la Santé a proposé aux salariés du secteur privés de financements de travailler « dans un esprit patriotique, en tant que volontaire », le temps de négocier avec Washington. Une annonce qui ne manque pas de faire réagir sur les réseaux sociaux.

« Est-ce que je pourrais payer mon loyer avec du patriotisme...? » Tel est le genre de message qui circule sur le réseau social X en Ouganda depuis que le gouvernement a émis l'idée, ces derniers jours, que les professionnels de santé jusqu'alors financés grâce à l'aide internationale des Etats-Unis puissent travailler bénévolement.

Depuis que Donald Trump a décidé de suspendre pour 90 jours l'aide apportée par son pays à l'étranger, le ministère ougandais de la Santé a, par exemple, été contraint de fermer toutes les cliniques spécialisées dans la lutte contre le VIH/sida et de transférer la prise en charge de leurs patients aux hôpitaux publics. Une décision qui fait bien sûr peser le risque de leur engorgement, raison pour laquelle les autorités en appellent à la fibre patriotique des salariés désormais au chômage technique, dans le but de limiter l'afflux de patients dans les établissements hospitaliers. Le maintien du Pefpar, une bien maigre consolation Si la dérogation émise par le secré-

taire d'Etat américain Marco Rubio pour « l'aide humanitaire vitale » à laquelle appartient le Plan d'urgence du président des Etats-Unis pour la lutte contre le sida (Pepfar) - l'un des programmes phares de la lutte contre le sida en Afrique et le seul en Ouganda à ne pas être affecté par l'interruption de l'aide américaine - représente une maigre consolation, elle ne permet cependant pas de dissiper les incertitudes et la confusion déjà semée sur le terrain. Alors qu'en Ouganda, le taux d'infection au VIH/sida est passé de 19 % à la fin des années 1990 à 5 % en 2024 et ne concerne plus désormais qu'environ 1,5 million de personnes, les professionnels de santé du secteur s'inquiètent, comme partout sur le continent africain, des conséquences sanitaires de l'arrêt de l'aide internationale des Etats-Unis.

RFI

